



*Prix International des droits de l'homme Ludovic-Trarieux 2014*  
*Ludovic-Trarieux International Human Rights Prize 2014*

*Depuis/Since/Desde/Dal/Seit/Sinds 1984*

*“L’hommage des avocats à un avocat ”*  
*“The award given by lawyers to a lawyer”*

**Le XIXème Prix International des droits de l'homme Ludovic-  
Trarieux 2014  
décerné  
à**



**Mahinour el-Masry**  
(Egypte)

Les 24 avocats européens membres du Jury, représentant les barreaux de Paris, Bordeaux, Amsterdam, Berlin, Bruxelles, Genève, Luxembourg, Rome, l'Institut des Droits de l'Homme des Avocats européens (IDHAE) et l'Union Internationale des Avocats (UIA)<sup>1</sup>, réunis à la maison de Paris, ont attribué le XIXème prix Ludovic Trarieux à l'avocate égyptienne d'Alexandrie, Mahinour el-Masry.

Militante de droits de l'homme l'avocate a été plusieurs fois emprisonnée sous le régime du président Moubarak. Figure de proue du soulèvement qui a renversé Hosni Moubarak, a continué la lutte après le « printemps arabe » et a été une des figures de la révolution égyptienne de 2011 et a été a nouveau condamnée sous les régimes Morsi et al-Sissi. Elle est actuellement emprisonnée depuis le 20 mai 2014 pour purger une peine de deux ans de prison pour « participation à une manifestation non autorisée » en décembre 2013.

Le Jury a lancé un appel aux autorités égyptiennes pour qu'elles libèrent immédiatement et sans condition Mahinour el-Masry.

Mahinour el-Masry est invitée à Florence (Italie), la ville du Premier ministre Matteo Renzi, le 31 octobre 2014, pour y recevoir son Prix, lors d'une cérémonie officielle, à l'occasion du Congrès de l'Union Internationale des Avocats en présence d'avocats venus du monde entier.

Le Prix Ludovic-Trarieux, qui célèbre cette année son trentième anniversaire, est doté par les plus grands barreaux européens et les plus grandes organisations d'avocats œuvrant pour la défense des droits de l'homme.

Connue de la plupart des militants politiques, Mahinour el-Masry, qui fut, en 2011, à Alexandrie une figure de proue du soulèvement qui a renversé Hosni Moubarak, est un des membres du mouvement Socialistes révolutionnaires, qui défend notamment les droits des détenus et des prisonniers politiques, et une militante active de la défense du droit du travail et des réfugiés syriens et palestiniens en Egypte. Elle a été arrêtée au cours de Moubarak et les époques de Morsi, et fait maintenant face à l'emprisonnement une fois de plus dans l'ère Mansour-Sisi, comme elle préfère le nommer.

Mahinour el-Masry a été condamnée, le 2 Janvier 2014, par contumace à deux ans d'emprisonnement pour avoir participé à un sit-in organisé par des avocats devant un commissariat de police à Alexandrie lors du procès des assassins de Khaled Saïd, ce jeune homme décédé suite à son arrestation fin 2010 et qui est devenu l'un des symboles de la révolution du 25 janvier. Il n'y avait que 19 manifestants. Malgré cela, les forces de sécurité les ont attaqués avec des gaz lacrymogènes et arrêté certains d'entre eux. Le 20 mai, un tribunal d'Alexandrie a confirmé la peine d'emprisonnement de deux ans contre Mahinour el-Masry et une amende de son 50 000 LE. Elle a été incarcérée.

Mahinour el-Masry est en même temps menacée par une autre procédure. Le 29 mars 2013, avec quatre autres avocats, elle s'était rendue au poste de police d'El-Raml à Alexandrie dans la nuit pour assurer la défense de manifestants arrêtés à la suite de heurts entre opposants et sympathisants du président islamiste Morsi. Dix personnes ont été blessées et hospitalisées à la suite d'affrontements. Des manifestants ont été arrêtés et détenus au poste de police d'al-Raml à Alexandrie. A leur tour, les cinq avocats ont été arrêtés et ont été agressés par les policiers alors qu'ils tentaient de faire leur travail en assurant la défense de personnes arrêtées. Ils dénoncent le fait d'avoir été battus puis enfermés dans des cellules par les forces de police d'El-Ralm.

Les avocats et les autres détenus ont été finalement relâchés le lendemain dans la matinée. Ils ont été libérés sans caution, mais font l'objet d'une enquête pour « insulte envers des employés du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions », « insulte envers des représentants des autorités », et « tentative d'effraction dans un poste de police ». Les policiers d'al-Raml ont tenu une manifestation devant le poste de police le dimanche suivant, pour protester contre la libération des détenus. L'affaire a été renvoyée devant le tribunal, le 8 mai 2014, mais le juge désigné a démissionné de la magistrature, et la prochaine audience devant une autre juridiction est prévue pour la fin juin 2014.

*Le Prix International des droits de l'homme Ludovic-Trarieux est la plus ancienne et la plus prestigieuse des récompenses réservées à un avocat puisque son origine remonte au message de Ludovic Trarieux (1840-1904), fondateur, en 1898, au moment de l'Affaire Dreyfus, de la « Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen » : « Ce n'était pas seulement d'ailleurs la cause isolée d'un homme qui était à défendre, c'était, derrière cette cause, le droit, la justice, l'humanité ».*

*Un an après sa création, le Premier Prix a été attribué le 27 mars 1985 à Nelson Mandela alors emprisonné depuis 23 ans en Afrique du Sud. Il a été remis officiellement à sa fille, le 27 avril 1985, en présence de quarante bâtonniers venus d'Europe et d'Afrique. C'était alors le premier prix qui lui était décerné en France et le premier dans le monde par des confrères avocats. Cinq ans plus tard, le 11 février 1990, Nelson Mandela était libéré. A partir de cette date, le prix a été de nouveau attribué.*

*Depuis 2003, le prix est devenu l'Hommage désormais annuel des avocats à un avocat du monde. Il est décerné conjointement par l'Institut des Droits de l'Homme du Barreau de Bordeaux, l'Institut de Formation en Droits de l'Homme du Barreau de Paris, l'Institut des Droits de l'Homme du Barreau de Bruxelles, l'Unione forense per la tutela dei diritti dell'uomo (Rome) la Rechtsanwaltskammer de Berlin, les Ordres des avocats de Luxembourg, de Genève, d'Amsterdam ainsi que l'Union Internationale des Avocats (UIA) et l'Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens (IDHAE)), dont sont membres de grands barreaux européens investis dans la défense des droits de l'homme au nombre desquels Il est remis aux lauréats alternativement dans une des villes où chacun des instituts exerce son activité.*

- 1985: Nelson MANDELA (South Africa)
- 1992: Augusto ZÚÑIGA PAZ (Peru) †
- 1994: Jadranka CIGELJ (Bosnia-Herzegovina)
- 1996 Nejjib HOSNI (Tunisia) and Dalila MEZIANE (Algeria).
- 1998 ZHOU Guoqiang (China)
- 2000 Esber YAGMURDERELI (Turkey)
- 2002 Mehrangiz KAR (Iran)
- 2003 Digna OCHOA and Bárbara ZAMORA (Mexico)
- 2004: Akhtam NAISSE (Syria)
- 2005: Henri BURIN DES ROZIERES (Brazil)
- 2006: Parvez IMROZ (India)
- 2007 : René GÓMEZ MANZANO (Cuba)
- 2008 : U AYE MYINT (Burma)
- 2009 : Beatrice MTETWA (Zimbabwe)
- 2010 : Karinna MOSKALENKO (Russia)
- 2011 : Fethi TERBIL (Libya)
- 2012 : Muharrem ERBEY (Turkey)
- 2013 : Vadim KURAMSHIN (Kazakhstan)



Barreau  
de Luxembourg IDHBP



Amsterdamse Orde van Advocaten

RAK  
Rechtsanwaltskammer  
Berlin



ORDRE DES AVOCATS  
DE GENÈVE



Union Internationale des Avocats  
International Association of Lawyers  
Unión Internacional de Abogados

**The XIXth "Ludovic-Trarieux" Human  
Rights Prize 2014  
awarded  
to**



**Mahinour al-Masry  
(Egypt)**

The Jury of 24 European lawyers, representing bars from Paris, Bordeaux, Amsterdam, Berlin, Brussels, Geneva, Roma, Luxemburg, and members of Union Internationale des Avocats and European Bar Human Rights Institute (IDHAE) and of Union Internationale des Avocats (UIA)<sup>2</sup>, meeting in Maison du barreau de Paris, awarded the 19th "*Ludovic-Trarieux*, to Mahinour al-Masry, a lawyer in Alexandria.

Since May 20th 2014, she is serving a two-year jail sentence for organizing an unauthorized protest.

The Jury launched an appeal to Egyptian authorities to release Mahinour al-Masry, immediately and without conditions.

Mahinour el-Masry is invited in Florence (Italy), the city of Prime Minister Matteo Renzi, where she will receive the Prize in a Ceremony, on October 31<sup>st</sup> 2014, on occasion of the Congress of UIA, in presence of worldwide coming lawyers.

This European Prize, which is celebrating this year its thirty jubilee, is funded by main European bars and major lawyers organizations fighting for human rights.

Known by most political activists, Masry is a member of the Revolutionary Socialists movement, and has always been outspoken as to the rights of detainees and political prisoners, with a history of activism in many labor movements, and on behalf of Syrian and Palestinian refugees in Egypt.

Mahinour al-Masry, an Egyptian lawyer and activist who has been detained during the eras of both former presidents Hosni Mubarak and Mohamed Morsi, as well as during the current era of Interim President, now faces threat of imprisonment once again in the Mansour-Sisi era, as she preferred to name it. Masry and six others were detained on Dec. 2, 2013 in Alexandria for protesting without permission in front of the Alexandria Courthouse. They were protesting in solidarity with Khaled Said, whose brutal 2010 death while in state custody helped sparked the 2011 January 25 Revolution.

In January 2014, Mahinour al-Masry was sentenced in absentia to two years in jail and to a fine of 50,000 EGP, for protesting in December in solidarity with Khaled Said, whose brutal death in 2010 while he was in custody led to the 2011 January 25 Revolution. On May 20, 2014, the Sidi Gaber Misdemeanour Court in Alexandria upheld The two-year jail sentence against activist Mahinour al-Masry and fined her 50,000 EGP for organizing an unauthorized protest. Mahinour al-Masry was detained on May 20th 2014, to serve her sentence in jail. On May 22nd, the Egyptian security forces violently repressed participants to a solidarity march organised outside the headquarters of the Egyptian Center for Economic & Social Rights (ECESR) in Alexandria, following a press conference organized to show support for Ms. Mahinour al-Masry,

Moreover, Mahinour al-Masry is also facing trial on separate charges for an incident that occurred in March 2013, qualified as "assaulting security forces", after she and other lawyers went to Raml police station to provide legal assistance to three activists who were arrested and sent to the police by supporters of the Muslim Brotherhood. The lawyers were attacked by the police in the police station, and Mahinour al-Masry was detained briefly before the Prosecution decided to release her and the others. Lawyers in solidarity with the detainees have decided to carry-out a sit in at Al-Raml Prosecution to protest, then all protesters were beaten during the protest and 13 were arrested.

The case was referred to court only on May 8, 2014, but the appointed judge resigned from the bench, and the next hearing before a different circuit is scheduled for end June 2014.

During an interview with Al-Wadi, she declared that the regime is not different from Mubarak's one, and that its actions took a more violent form, as state institutions have unanimously agreed upon suppression of human rights, namely that the government wants to suppress opinions under the cover of fighting terrorism.

---

<sup>2 2</sup> See footnote page 2.

Created in 1984, the "International Human Rights Prize Ludovic -Trarieux" is awarded to " a lawyer, regardless of nationality or Bar, who throughout his career has illustrated, by his activity or his suffering, the defence of human rights, the promotion of defence rights, the supremacy of law, and the struggle against racism and intolerance in any form ".

It is the oldest and most prestigious award given to a lawyer in the world, commemorating the memory of the French lawyer, Ludovic Trarieux (1840-1904), who in the midst of the Dreyfus Affair, in France, in 1898, founded the " League for the Defence of Human Rights and the Citizen ", because, he said: " It was not only the single cause of a man which was to be defended, but behind this cause, law, justice, humanity ".

The first Prize was awarded on March 29th, 1985 to Nelson Mandela then in jail. It was officially presented to his daughter, Zenani Mandela Dlamini, on April 27th 1985, in front of forty presidents of Bars and Law Societies from Europe and Africa. It was the first award given to Mandela in France and the first around the world given by lawyers. On February 11th 1990, Nelson Mandela was released. Since then, it was decided that the Prize would be awarded again.

Since 2003, the Prize is awarded every year in partnership by the Human Rights Institute of The Bar of Bordeaux, the Human Rights Institute of the Bar of Paris, the Human Rights Institute of The Bar of Brussels, l'Unione forense per la tutela dei diritti dell'uomo (Roma), Rechtsanwaltskammer Berlin, the Bar of Luxemburg, the Bar of Geneva, the Bar of Amsterdam as well as the Union Internationale des Avocats (UIA), and the European Bar Human Rights Institute (IDHAE) whose members are the biggest european law societies fighting for human rights. It is presented every year in a city that is home to one of the member Institutes.

1985: Nelson MANDELA (South Africa)

1992: Augusto ZÚÑIGA PAZ (Peru) †

1994: Jadranka CIGELJ (Bosnia-Herzegovina)

1996 Nejjib HOSNI (Tunisia) and Dalila MEZIANE (Algeria).

1998 ZHOU Guoqiang (China)

2000 Esber YAGMURDERELI (Turkey)

2002 Mehrangiz KAR (Iran)

2003 Digna OCHOA and Bárbara ZAMORA (Mexico)

2004: Akhtam NAISSE (Syria)

2005: Henri BURIN DES ROZIERES (Brazil)

2006: Parvez IMROZ (India)

2007 : René GÓMEZ MANZANO (Cuba)

2008 : U AYE MYINT (Burma)

2009 : Beatrice MTETWA (Zimbabwe)

2010 : Karinna MOSKALENKO (Russia)

2011 : Fethi TERBIL (Libya)

2012 : Muharrem ERBEY (Turkey)

2013 : Vadim KURAMSHIN (Kazakhstan)



Barreau  
de Luxembourg IDHBP



Amsterdamse Orde van Advocaten

RAK  
Rechtsanwaltskammer  
Berlin



ORDRE DES AVOCATS  
DE GENÈVE



Union Internationale des Avocats  
International Association of Lawyers  
Unión Internacional de Abogados